



Procès-verbal de la réunion du jeudi 27 septembre 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 27 septembre, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle polyvalente de Saumont la Poterie, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 17 septembre et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81. Délégués présents : 53 Pouvoirs : 9

Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Rimbert D. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L Nottias B. Buquet D. Lamulle N. Duclos E. Obé A.M. Lesueur G. Devillerval M.F. Canu J.N Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Lesueur C. Bonino M. Asselin F. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Méry I. Larchevêque F. Dela-fontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoops F. Cailleux M. Godin J. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Legay P. Cumont C. Devin R. Grisel J. Duval I. Sagot J. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Degry D. Duflos J.Y Thillard M.B. Dumouchel J.C. Hermand T. Garcia C.

Absents excusés : M. Defromerie. P. Dion.

Excuses et pouvoirs :

- J. Buquet excusé pouvoir à J.Y Duflos
- P. Turban excusé pouvoir à J.L. Pain
- M. Denjean excusé pouvoir à F. Legendre
- F.M. Noël excusé pouvoir à C. Ducrocq
- M. Gibaux excusé pouvoir à D. Guesdon
- A. Duval excusé pouvoir à V. Baguet
- J. Decoudre excusé pouvoir à C. Lesueur
- R. Décarnelle excusé pouvoir à T. Hermand
- R. Dupard excusé pouvoir à J. Grisel

M. le président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance en remerciant Madame le Maire de Saumont la Poterie pour son accueil, et poursuit par l'approbation du procès-verbal de la réunion du 28 juin dernier, qui est adopté à l'unanimité par les membres présents.

M. Pain demande où est la vente du local à côté des bureaux de la déchetterie de Gournay et l'achat du matériel en déchetterie (tractopelle).

M. Picard lui répond que pour le moment cette acquisition est toujours en cours de négociation et de demande de renseignement. Pour l'achat des deux tractopelles l'appel d'offre est en cours. L'analyse des offres sera faite la semaine prochaine.

Mme Legendre demande s'il est possible de noter au compte-rendu les personnes qui arrivent en retard et qui quittent la séance avant la fin de réunion.

M. Picard lui répond qu'à partir du moment où le quorum est atteint, la séance peut démarrer légalement et veille à ce que le quorum reste jusqu'en fin de séance.

Avenant au marché de travaux d'accès informatisé des déchetteries communautaires

M. le président laisse la parole à M. Devin pour la présentation d'une délibération qui doit être prise pour autoriser le président à signer un avenant n° 1 au marché de travaux pour la mise en place d'un accès informatisé sur les déchetteries communautaires avec l'entreprise HORANET. Par délibération n°95/2017 du 12 octobre 2017 le conseil communautaire a autorisé la signature d'un marché de travaux avec l'entreprise Horanet pour un montant de 148 235,00 € H.T.

Le présent avenant n°1 au marché Horanet concerne des travaux supplémentaires à réaliser sur la déchetterie de Serqueux, à la demande de la collectivité, à savoir :

Mise en place d'une barrière de 6 M afin de bloquer la sortie principale :	2 957,00 € HT
Mise en place d'une lyre pendaire :	196,00 € HT
Confection de 2 boucles magnétiques au sol :	700,00 € HT
Plus-value barrières 4,5 m (en lieu et place des barrières 3,5 m	1 192,00 € HT
Pose, raccordement et mise en service des matériels – 2 jours	1 700,00 € HT
Réalisation d'un massif supplémentaire pour la sortie camion,	
Fourniture/ tirage de câbles pour la barrière	5 600,00 € HT
Le coût de ces travaux supplémentaires faisant l'objet du présent avenant n° 1 s'élève à 12 345,00 € HT soit 14 814 € TTC représentant ainsi une augmentation de 8,33 % du marché initial. Le nouveau coût total des travaux est de 160 580,00 H.T soit 192 696 € TTC.	

M. Duclos demande si cet avenant doit faire l'objet d'une décision modificative (D.M.).

M. le président lui répond qu'une D.M. n'est pas nécessaire puisque le budget sur ce programme de travaux n'est pas atteint.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le président à signer l'avenant de ce marché.

<p>Dépôt d'un dossier d'appel à projet pour réaliser une étude préalable de faisabilité technique et économique pour la mise en place de la collecte séparative et valorisation des bio-déchets.</p>

La loi de 2015 impose aux collectivités le tri à la source des bios déchets généralisés pour tous les producteurs de déchets avant 2025. Cette étude peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès de l'ADEME et de la Région, qui financent à hauteur de 50 à 70% dans la limite d'une assiette de 100 000€, si le dossier de candidature est retenu.

Le coût de cette étude s'établit à environ 165 000€ H.T. et se compose comme suit : l'étude de la structure et de la communication, phase de test avec la prévention, la collecte, le transport, le matériel de collecte, l'analyse des O.M.R. Cette étude sera menée sur une base de 1 221 foyers.

Elle a pour objectif de :

- Mieux connaître le gisement produit et potentiellement captable avec une distinction par types de déchets : déchets verts, déchets alimentaires...
- Evaluer les besoins en matériel,
- Identifier les scénarios de collectes possibles, intégrant les collectes mises en œuvre dans le service public de gestion de déchets.

Mme Elie demande quelles économies vont être faites et ce que va apporter une étude comme celle-ci.

M. Picard lui répond que la collectivité a une échéance obligatoire, celle de 2025, et encore avant la fin de contrat avec la Coved en 2020. Si la collectivité opte pour le tri des bios déchets, l'entreprise devra se doter du matériel adéquat pour réaliser le ramassage. Le fait d'anticiper sur cette démarche va permettre de gagner du temps mais aussi d'être accompagné financièrement.

M. Dumouchel demande ce qui va se passer si l'étude conclue que ce dispositif n'est pas rentable.

M. Picard répond que l'étude va justement permettre de trouver des solutions techniques pour rentabiliser et réaliser cette collecte des bios déchets.

Mme Deschamps demande si d'ici 2020 il y avait une usine de méthanisation qui s'implantait à proximité, qu'est-ce que cela deviendrait.

M. Picard répond que la collecte des bios déchets permettrait d'alimenter cette usine avec des circuits courts en transport.

M. Pain pense que le prix de l'étude est élevé.

M. Lesueur demande si les agents du SIEOM vont avoir le temps de réaliser cette étude en plus de leur travail.

M. Picard répond que ce ne sont pas les agents du SIEOM qui vont réaliser ce travail, mais un bureau extérieur.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré autorise le président à déposer l'appel à projet et solliciter l'ADEME et la Région pour l'obtention d'une subvention pour la réalisation d'une étude préalable de faisabilité technique et économique pour la mise en place de la collecte séparative et valorisation des bio-déchets.

Approbation du nouveau périmètre du syndicat de bassin versant de l'Andelle

Le 14 mars dernier, le syndicat mixte du bassin versant de l'Andelle a approuvé la demande d'extension du périmètre du syndicat selon son périmètre hydrographique. Une partie du territoire communautaire se trouve inclus dans ce périmètre qui est constitué désormais de 105 communes. Une délibération doit donc être prise pour approuver cette extension de périmètre.

M. Buquet D. ajoute que cette fusion s'est faite en deux temps, tout d'abord, le syndicat de l'Eure et de l'Andelle ont fusionné au 1^{er} janvier il fallait ensuite que les syndicats fusionnent selon leur périmètre hydrographique (formant les 105 communes) pour que les communautés de communes qui désirent déléguer la compétence puissent le faire.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour l'extension de ce syndicat.

M. Picard souhaite apporter une information aux élus concernant la compétence GEMAPI : la taxe foncière a été envoyée à chacun des administrés sans la contribution GEMAPI. Les services préfectoraux recherchent les raisons de cet oubli et surtout les solutions qui pourront être apportées à la collectivité pour récupérer la recette manquante dans le budget communautaire. M. le président précise qu'il s'agit d'une recette de 120 000€ environ et que la dépense a déjà été mandatée suite aux appels de fonds émis par les syndicats.

Mise en place de la taxe de séjour 2019

Ce sujet a déjà été abordé au conseil de juin, mais quelques points restaient à clarifier et la Communauté de communes était en attente du barème de tarification pour 2019. Ces données nous sont parvenues fin août. Il convient donc de délibérer avant le 30 septembre pour la mise en place de cette taxe au 1^{er} janvier 2019.

Mme Lesueur revient sur le message que M. Décarnelle a adressé à la collectivité et dont elle a eu copie, faisant remarquer que des personnes ont déjà réservé en 2018 sur l'année 2019, sans avoir connaissance de la mise en place de la taxe de séjour.

M. Picard répond que suite à la délibération prise ce soir, la notification sera adressée à chacun des logeurs. C'est la date de cette notification qui vaudra point de départ, pour les réservations antérieures à cette date de notification, la taxe ne sera pas due.

M. Pain demande pourquoi la taxe de séjour des hôtels de 4^{ème} et 5^{ème} n'est pas au tarif plafond.

M. Picard répond que ces tarifs sont proposés pour s'aligner sur les tarifs appliqués à Forges les Eaux, de manière à être uniforme sur le territoire.

M. Hermand demande quelle sera l'affectation de cette recette

M. Picard lui répond qu'il est obligatoire d'affecter la recette de la taxe à la promotion touristique.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à la majorité, moins 1 abstention :

- D'instituer la taxe de séjour sur le territoire communautaire à partir du 1^{er} janvier 2019,
- D'assujettir la taxe de séjour sur les 8 catégories d'hébergement existantes :

Palaces	4,00
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme 5 étoiles	2,50
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme 4 étoiles	2,00
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme 3 étoiles	1,50
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme 2 étoiles, village vacance 4 et 5 étoiles	0,90
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme 1 étoile, village vacance 1, 2 et 3 étoiles. Chambre d'hôtes.	0,80
Terrains de camping et terrain de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristique par tranche de 24 heures	0,60
Terrains de camping et terrain de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20

Tarif appliqué par personne et par nuitée.

- Décide d'appliquer le taux d'abattement de 5% pour les hébergements non classés ou en attente de classement, avec un maximum de 2,30€.
- Définit la période sur laquelle la taxe sera due : du 1^{er} janvier au 31 décembre.
- Détermine la période de collecte du recouvrement de la taxe au semestre soit :
 - du 1^{er} au 30 juin : recouvrement début juillet
 - du 1^{er} juillet au 31 décembre : recouvrement début janvier.
- Définit le montant du loyer maximal en dessous duquel la taxe n'est pas due : 50 €/nuitée.

Remboursement d'assurance suite à un sinistre sur un véhicule

Une délibération doit être prise pour autoriser le président à accepter un remboursement de la société AXA suite à un sinistre sur un véhicule du portage des repas. La communauté de communes a réglé la facture des réparations et l'assureur rembourse 616 €.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Décision modificative sur le budget annexe du S.S.I.A.D

L'A.R.S a notifié une dotation pour 2018 de 653 489 € dont 110 000 € de dotation 2017 qui avait été supportée par le budget principal de la Com-Com, ce qui revient à une dotation 2018 de 543 489 €.

Doit également être ajouté, une recette supplémentaire de 18 000 € pour remboursement de frais de personnel (arrêt maladie). La somme de 540 800€ ayant été inscrite au budget, il convient d'enregistrer une décision modificative pour mettre à jour le montant des recettes de ce budget.

Mme Legendre fait remarquer que les élus devaient être destinataire d'un bilan de ce service sur le 1^{er} semestre 2018.

M. Picard lui répond que ce document est en cours d'élaboration.

Le conseil délibère à l'unanimité.

M. Picard souhaite faire un point d'information sur le SSIAD : l'ARS a informé la collectivité que la situation budgétaire du service nécessitait une réelle réflexion sur son mode de gestion et que les dotations complémentaires, pour l'équilibrer ne seraient pas reconduites chaque année. L'ARS propose que la

collectivité soit accompagnée par une structure qui gère déjà ce genre de service, à savoir la croix rouge française. Plusieurs rencontres avec les responsables de la croix rouge ont eu lieu, des études préalables sont menées. L'échéance de la prise en charge du SSIAD par la croix rouge se fera en 2019. En attendant, il sera prochainement proposé la signature d'un mandat de gestion qui permettra à la Croix Rouge d'accompagner la CC4R pendant 1 an. Il faut d'abord régler la problématique des ressources humaines et être vigilant. Le conseil devra se positionner sur les modalités de prise en charge de la croix rouge durant une période transitoire qui se déroulera à partir du 1^{er} novembre 2018.

M. Duclos demande qu'en est-il du portage de repas ?

M. Picard lui répond que c'est un service complètement indépendant qui est maintenu par la collectivité.

Décisions modificatives sur le budget principal de la C.C.4.R
--

Plusieurs décisions modificatives sont à enregistrer sur le budget principal pour :

- Mandatement de la caution pour la location du local du R.A.M.I : 687 € à inscrire au compte d'investissement 275.

Mme Lesueur demande où est en le recrutement de l'agent pour animer le R.A.M.I.

M. Picard lui répond que cette information était prévue dans les questions diverses. Le recrutement est fait. L'arrêt maladie de Mme Delatour ayant été prolongé, la collectivité a recruté une agente qui débute ses fonctions lundi 8 octobre. C'est Melle Young Maëva qui a été recrutée et qui mettra en place le 1^{er} atelier courant novembre dans les locaux du R.A.M.I. Elle a été recrutée pour un C.D.D de 6 mois.

- Subventions aux associations (Fête du cheval 10 000€ et Foire aux melons : 5 000€) : 15 000 € à inscrire au compte 6574
- P.E.M : Augmentation du compte 2315 pour 20 000€ suite aux révisions de prix prévues à l'acte d'engagement.

Ces dépenses pour un montant de 35 687€ seront prises sur les dépenses imprévues (imputation comptable 020).

- Egalement une décision modificative pour transférer les frais d'études et de maîtrise d'œuvre du P.E.M du compte 2031 vers le compte 2315, opération comptable nécessaire afin de pouvoir percevoir le FC TVA.

Ces opérations n'ont pas d'incidence sur le budget puisqu'elles s'équilibrent en dépenses et en recettes.

Mme Lesueur indique qu'elle a remis une lettre de remerciement à Françoise Deschamps et Eric Picard pour la subvention de la 40^{ème} fête du cheval ainsi qu'un état permettant de connaître la provenance des personnes qui se rendent à la fête du cheval.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Décision modificative sur le budget annexe de la Z.A.C de La Feuillie
--

Une décision modificative doit être prise suite aux remarques de la Préfecture. Il convient d'équilibrer les dépenses réelles d'investissement en augmentant le compte 024 (cession) et en diminuant le compte 1641 (emprunt) de 2 253,51€, opération qui s'équilibre en dépense et en recette.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Suite à la consultation organisée par le C.D.G 76, dont la C.C.4.R a pu participer, c'est la société Sofaxis qui a été retenue. Une délibération doit être prise pour autoriser le président à signer le nouveau contrat d'assurance du personnel avec le C.D.G 76 pour 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2019, ce qui permettra de réunir toutes les assurances du personnel chez le même assureur.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise à disposition d'agents communautaires à l'office du tourisme

Deux agents communautaires sont mis à disposition à l'office du tourisme des 4 rivières en Bray. La C.A.P. du C.D.G 76 a émis un avis favorable en date du 25 juin sur le renouvellement de cette mise à disposition. Une délibération doit être prise pour autoriser le président à signer ces deux conventions avec la présidente de l'office du tourisme.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Modification statutaire : choix des compétences optionnelles et facultatives

Les élus ont été destinataires du projet de rédaction des statuts de la C.C.4.R

M. Picard précise qu'il a tenu compte des remarques adressées par les élus et la Préfecture, et présente une nouvelle rédaction qui est projetée à l'écran.

Le projet de statut proposé aux élus est le fruit d'une réflexion en comité de pilotage avec une restitution en réunion de travail le 5 juillet dernier, à La Feuillie.

La communauté de communes est dans l'obligation légale de choisir ses compétences et d'élaborer les statuts avant la fin d'année. Chaque commune adhérente de la CC4R devra délibérer sur ces statuts avant le 31 décembre en conseil municipal. Si aucune décision n'est prise sur le choix des compétences, dans les délais impartis, toutes les compétences actuelles reviendraient à la CC4R avec un impact financier très important.

M. le président fait une lecture du projet à l'écran et précise qu'il convient de valider les contours des compétences optionnelles (même si elles ont déjà été délibérées en 2017) et la compétence « maison de service public » qui n'était pas inscrite dans les statuts actuels. De même, il précise que les 3 items facultatifs de la GEMAPI ont été inscrits dans la compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'environnement ».

M. Legay demande la possibilité de changer le nom de la Com-Com.

M. Picard lui répond que la procédure du changement de nom est trop lourde administrativement parlant. Il conviendrait néanmoins de travailler sur la communication de notre collectivité en ajoutant « en Bray » à la fin du nom existant.

Mme Lesueur demande où en est le recrutement de l'agent qui devait gérer la redynamisation du centre-ville de Gournay.

M. Picard répond que cet agent a été recruté à la commune et travaille sur un projet de la ville de Gournay, mais ce dispositif pourrait être étendu au secteur communautaire.

Mme Lesueur demande si la communauté de communes prend en charge les 3 gendarmeries.

M. Picard lui répond que si c'est une compétence communautaire, la CC4R devra gérer les 3 structures.

M. Pain demande si le portage de repas est étendu à l'ensemble du territoire.

M. Picard lui répond que le portage sera effectivement étendu sur tout le territoire mais les modalités de gestion peuvent être différentes sur le territoire communautaire, de manière à utiliser les services déjà existants.

M. Duclos pense qu'il peut y avoir confusion sur la rédaction du début de paragraphe action sociale, et notamment par rapport aux C.C.A.S

M. Picard propose de modifier le début du paragraphe en inscrivant : « la CDC mènera les actions suivantes à destination.... » (Page 7).

M. Hermand demande en quoi consistent les permanences en faveur de l'emploi

M. Picard lui répond qu'il s'agit de permanence qui pourrait apporter de l'aide aux plus démunis en matière de l'utilisation de l'outil numérique

M. Lejeune pense que cela reviendrait à remettre en place les maisons de l'emploi créées dans les années 2000, alors la dernière structure vient de fermer cet été.

M. Cosquer ajoute qu'il tient une permanence en mairie avec une mise à disposition de l'outil informatique pour aider les administrés dans leurs démarches. Pour l'exemple et pour appuyer la nécessité d'un tel service, il explique que pour le dernier administré venu en mairie, il s'agissait d'une demande de RSA, il a consacré deux heures pour pouvoir aider cet administré à faire ses démarches en ligne.

M. Picard fait référence à cette observation de M. Décarnelle qui demande si la CC4R se substitue à Pôle Emploi, il répond que la CC4R ne se substituera pas à ce service, mais mettrait des permanences en place avec du matériel pour que les administrés puissent faire leurs démarches administratives dématérialisées.

M. Hermand pense qu'il faut rédiger autrement le début de la page 8, qui ferme la problématique uniquement sur l'emploi.

M. Canu pense que dans le pays de Bray, il y a de l'illettrisme et que les personnes n'osent pas se déplacer dans les services institutionnels pour ne pas montrer leurs difficultés. Il est important de penser à ces personnes et d'assurer un service minimum.

M. Duclos pense que les statuts répondent à toutes les problématiques et pas que celles qui sont liées à l'emploi.

M. Pain revient sur l'entretien des P.E.M. et se demande pourquoi il est indiqué uniquement l'entretien.

M. Hermand demande si c'est cohérent de participer à l'entretien et pas à la création

M. Picard répond qu'il n'y a pas de projet à venir et qu'il faut être vigilant sur les projets qui pourraient être menés dans les communes (comme une aire de co-voiturage) et qui seraient alors à la charge de la communauté de communes.

Un débat se met en place pour la rédaction de ce paragraphe. Les élus décident de ne pas modifier la rédaction de ce passage en page 5.

Mme Legendre demande le contenu du règlement d'attribution des aides.

M. Picard répond que chaque commission va définir un règlement d'attribution qui sera applicable à toutes demandes dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée.

M. Pain trouve dommage que les règlements d'attribution ne soient pas encore définis par les vice-présidents en charge des commissions concernées.

Mme Lesueur demande où en est la prise en charge du dossier de l'agent qui gère l'entretien des stades.

M. Picard répond que cette question sera abordée dans les questions diverses en fin de séance.

Mme Lesueur demande si les maisons médicales sont incluses dans cet article (fin de page 8).

M. Picard lui répond que oui, il s'agit bien des maisons médicales en projet actuellement sur Forges, Gaillefontaine et Gournay.,

M. Pain demande que veut exclure la CDC en renseignant un montant d'investissement supérieur à 500 000€.

M. Picard répond qu'avec cette rédaction proposée, cela permettra de ne pas prendre en charge les cabinets indépendants qui pourraient s'implanter sur le territoire.

M. Legay demande ce qui se passera pour les cabinets existants qui pourraient faire l'objet d'une extension, comme le cabinet de La Feuillie créé par la CDC

M. Picard répond qu'avec cette rédaction de statut l'extension serait à la charge de la commune.

M. Legay pense que cela fermerait la possibilité d'un agrandissement pour accueillir d'autres professionnels de santé

M. Buquet D. suggère que la phrase soit modifiée par : « les structures existantes avant la création de la communauté de communes » (en bas de la page 8). Les élus sont favorables à cette modification.

M. Duclos pense que l'entretien des structures médicales est générateur de charge importante pour la CDC

M. Picard répond que les dépenses et recettes s'équilibrent, les loyers reçus équilibrent les dépenses d'entretien.

M. Duclos s'interroge sur la formation des médecins.

M. Buquet D. répond qu'il faut laisser cette compétence dans les statuts puisque la formation est une disposition réglementaire légale avec la présence, obligatoire également, d'un maître de stage dans le cabinet

M. Pain demande s'il est prévu d'ouvrir d'autre R.A.M.I. alors qu'il est difficile d'en faire fonctionner un.

M. le président répond que d'autre R.A.M.I ne sont pas prévus sur le territoire mais qu'il est possible d'étendre celui existant à tout le territoire communautaire en accord avec la CAF.

Mme Lesueur ne souhaite pas que la compétence petite enfance se résume à la signature en bas d'une convention, notamment dans le cadre de la D.S.P signée avec Liberty. Elle souhaite que la compétence soit gérée, assumée pleinement par la collectivité et non pas déléguée à une association ou autre prestataire extérieur.

M. Picard lui répond qu'une D.S.P. ne se résume pas à la signature en bas d'une convention. Cette convention a fait l'objet d'une consultation avec l'élaboration d'un cahier des charges où la collectivité a rédigé les conditions du service. Dans ce cas, la collectivité n'a pas à gérer le personnel (qui doit être qualifié dans le domaine de la petite enfance), l'entretien, le mandatement des factures (eau, électricité, matériel etc...)

Mme Lesueur pense que le coût est élevé

M. Picard répond que le coût n'est pas si élevé que cela, car le montant de 153 000€ correspond à la gestion complète de la crèche, la halte-garderie (32 places maxi) et le centre de loisirs (60 places). Il ajoute que les comparatifs avec la crèche de Forges ne peuvent pas être faits puisqu'il ne connaît pas les chiffres, le nombre d'agents et le prix demandé aux familles.

M. Lejeune répond qu'il y a 3 agents à la crèche de Forges pour 14 berceaux, une dépense annuelle de 80 000 € et que le prix demandé aux familles est soumis au barème de la CAF

M. Duclos ajoute que Liberty paie un loyer de 25 000 € par an.

M. Dumouchel demande si les parents emmènent leur enfant sur Forges ou Gournay lorsqu'ils habitent La Feuillie ou Argueil par exemple.

M. Picard répond que oui.

M. Legay ajoute qu'il est d'accord pour que la compétence soit communautaire mais qu'il faudrait l'élargir sur le territoire et notamment du côté d'Argueil qui est isolé et éloigné des structures actuelles.

Les élus décident de prendre la compétence petite enfance à la majorité, moins une voix contre, et définiront ensuite les modalités d'exercice de cette compétence.

M. Cosquer demande si une commune qui aurait le projet de créer un centre de loisirs pourrait bénéficier du soutien de la CDC.

M. Picard lui répond que la commune devra déposer un projet qui sera étudié.

En ce qui concerne les centres de loisirs, 2 propositions sont faites aux élus :

- Prendre la compétence au sein de la CDC,
- Ou soutenir les actions des centres de loisirs qui resteraient communaux.

Après débat, les élus décident de restituer la compétence des centres de loisirs aux communes et la CDC soutiendra financièrement les communes dans le cadre d'un règlement avec une enveloppe budgétaire annuelle fermée.

Pour la jeunesse, les élus décident de rester dans la même logique et de soutenir financièrement l'activité jeunesse qui sera de compétence communale.

Pour finir, M. Picard précise qu'un article a été ajouté dans les statuts : « collaboration intercommunale » afin de permettre la mise en place des groupements de commande, de mutualisation de service etc...

Mme Lesueur revient sur les thèmes non abordés comme les ronds-points ou la fourrière canine.

M. Picard lui répond que ces compétences ne sont pas prises par la CDC conformément aux débats du 5 juillet dernier.

Mme Méry demande pourquoi le trésorier désigné dans les statuts est celui de Forges

M. Picard lui répond qu'il est désigné et nommé par arrêté préfectoral

Mme Devillerval demande si quelque chose est prévu au niveau de la défense incendie

M. Picard répond que rien n'a été rédigé dans ce sens car il faut étudier le dossier, son financement et faire l'inventaire de l'existant, mais que rien n'empêche de proposer un groupement de commande entre communes volontaires.

M le président propose aux élus de voter les statuts.

Le conseil communautaire délibère, à la majorité, moins 10 abstentions, en faveur de ces statuts qui seront transmis en Préfecture et devront être délibérés par les conseils municipaux avant le 31 décembre.

Informations et questions diverses

Dossier d'entretien des stades :

M. Picard informe les élus qu'une rencontre est prévue avec les Maires concernés le 10 octobre prochain. Actuellement, c'est la CDC qui prend en charge le salaire de l'agent.

Prochain conseil communautaire :

Le prochain conseil se déroulera le 25 octobre à la salle des fêtes de Serqueux à 19 h 00.

Mme Legendre réitère sa demande de transmission d'un organigramme du personnel de la CDC

M. Picard répond que l'organigramme sera établi dès que les compétences seront définitivement arrêtées.

M. Picard informe le conseil que les équipements de communication qui sont derrière lui sont à disposition des élus qui en feront la demande (mail reçu dans les communes en juillet dernier)

M. Quesney demande qui va se charger de l'entretien du P.E.M et où en est le dossier concernant les fissures de la gendarmerie

M. Picard répond :

- pour l'entretien du P.E.M, le sujet est à l'étude avec la commune de Ferrières en Bray mais pas encore statué.
- la gendarmerie : une procédure a été engagée qui a conduit à une expertise. Le nécessaire a été fait pour suivre ce dossier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h45.